

Le gouvernement commence à reculer face à la détermination des gilets jaunes

Le 8 dans la rue, le 10 dans les services !

Les annonces du gouvernement ne répondent pas à la colère exprimée par la mobilisation des gilets jaunes mais, pour la 1ère fois, le gouvernement recule ■ Les manifestations du 1^{er} décembre, en renforçant la mobilisation et en accentuant la crise politique au sommet de l'Etat, marquent un tournant ■ La jeunesse entre en lice. A La Poste, les raisons de se mobiliser ne manquent pas ■ Le monde du travail doit entrer dans la bagarre ■ *Sud* PTT appelle à construire la grève.

Premiers reculs, crise politique, mais Macron maintient son cap

L'annonce par le gouvernement de l'annulation des taxes sur le carburant, après trois semaines de mobilisation est bien loin de répondre à la situation.

Initialement déclenché par la taxe carbone, le mouvement a depuis largement débordé ce cadre. Le pouvoir est confronté à une véritable fronde non seulement contre l'injustice fiscale, mais aussi contre la vie chère, et contre les inégalités sociales. Or, aucune augmentation du SMIC à l'horizon, pour ne parler que des salaires.

Les déclarations de Philippe apparaissent donc aux yeux de tou-te-s pour ce qu'elles sont : de la poudre aux yeux. Cela fait néanmoins très longtemps qu'un gouvernement ne s'est pas trouvé dans une telle situation de faiblesse. En témoignent la cacophonie entre les ministres sur le rétablissement de l'ISF. Macron, en Conseil des ministres, a sèchement redonné la ligne : pas de rétablissement de l'ISF. Le signal est on ne peut plus clair : pas question de revenir sa politique 100 % favorable aux plus riches.

Le tournant du 1^{er} décembre

C'est bien pour cela qu'il faut pousser notre avantage, sans attendre. Il est temps de saisir toutes les opportunités créées par cette mobilisation et la crise qu'elle a

ouverte. Ce qui, concrètement, signifie que nous devons nous y engager plus fortement. Cela fait des années que nous encaissons coup sur coup. Bien sûr les précédents gouvernements, de droite comme "de gauche" ont largement fait leur part d'attaques contre les salarié-e-s.

Mais Macron a clairement dit, dès sa campagne électorale, ses intentions de mettre à bas tout ce qui restait de ce que nous avons gagné depuis près de 100 ans. Il n'a jusqu'ici pas dérogé à cette ligne de conduite. Cela a fait sa force tant qu'il ne trouvait pas face à lui d'opposition à la hauteur, cela fait aujourd'hui sa faiblesse. Les manifestations du 1^{er} décembre, par leur détermination, marquent un tournant. Non seulement la combativité des gilets jaunes est renforcée, mais le soutien de la population ne faiblit pas, malgré la matraquage médiatique sur les violences des manifestant-e-s, en omettant la violence policière.

Il s'agit maintenant de peser de tout notre poids dans la balance. La jeunesse est de la partie : les lycéen-nes, rejoint-e-s par les étu-

diant-e-s, sont entré-e-s en lutte contre la sélection à l'université et l'augmentation des frais d'inscription. Ils et elles font face à violence policière inouïe, comme d'ailleurs les gilets jaunes. Des peines de prison ont même été prononcées contre des manifestants du 1^{er} décembre... avant même qu'ils aient eu le temps de manifester.



A La Poste aussi, entrer dans la bagarre

Côté Poste, nous ne manquons pas de raisons de rejoindre le mouvement. Les réorganisations dans tous les services et les suppressions de postes bien sûr. Mais aussi notre pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser. L'augmentation du coût de la vie, les salaires de misère, ça nous concerne aussi! Si nous voulons obtenir, par exemple, la prise en charge totale de nos frais de transport par La Poste (qu'il s'agisse des transports en commun, du vélo ou des frais de bagnole), ou encore des augmentations de salaires, la fin du gel du point d'indice, il va falloir s'y mettre toutes et tous ensemble! Les négociations "à froid", ça ne donne rien. Il n'y a même pas de négociations en réalité. Les dernières Négociations Annuelles Obligatoires à La Poste se sont soldées par... 0, 75 % d'augmentation! Nous aurions donc bien tort de ne pas engager le bras de fer dans les circonstances actuelles.

Nous appelons donc nos collègues à participer à toutes les manifestations le samedi 8 décembre. Aux gilets jaunes, aux gilets rouges, aux gilets verts de la lutte contre le réchauffement climatique, aux gilets oranges des cheminot·e·s, ajoutons le bleu et le jaune de nos gilets de postier·e·s.

Construire la grève

Mais il s'agit, pour infliger une défaite à Macron et au gouvernement, de taper là où ça fait mal, c'est à dire au porte-feuille. Déjà, les blocages de ronds points dans les zones commerciales et industrielles créent du rapport

de force. Ce sont des dizaines de millions d'euros qui sont perdus pour les patrons de plusieurs grandes entreprises, chaînes de supermarchés. Il faut aller plus loin, augmenter la pression, en bloquant aussi l'économie par l'arrêt de la production. En d'autres termes, par la grève. Une "journée morte" à l'échelle du pays serait un point d'appui décisif. Sud PTT compte bien jouer son rôle pour construire cette journée, qui doit arriver le plus rapidement possible. Des heures d'informations syndicales, des assemblées générales doivent permettre aux personnels de discuter des revendications, et de la construction de cette grève.

La réussite d'une grève générale de 24 heures mettrait évidemment sa reconduction à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas pour nous d'un slogan, mais d'une perspective pratique commandée par les nécessités du moment. L'heure n'est donc surtout pas à quémander au gouvernement un "véritable dialogue social", comme le fait malheureusement le communiqué intersyndical signé par la CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA et la FSU (qui, au passage, se livre à une scandaleuse dénonciation de la "violence dans l'expression des revendications", sans un mot pour les violences policières). Trop d'attaques antisociales, trop de cadeaux aux riches et aux patrons, trop de mépris pour nous. C'est maintenant qu'on doit tout mettre sur la table, c'est aujourd'hui l'heure des comptes!

Se battre pour nos revendications !

- ★ Augmentation des salaires, des retraites et des prestations sociales, pas de SMIC en-dessous de 1 700 €
- ★ Stop aux hausses des prix
- ★ Suppressions des taxes et autres impôts indirects injustes, à commencer par la TVA (dont le montant est le même pour tout·e·s, quel que soit notre revenu)
- ★ Rétablissement de l'ISF, pour une réelle taxation des grandes fortunes et des profits des grandes entreprises
- ★ Développement massif des services publics
- ★ Réouverture des lignes de train secondaires, développement des transports en commun
- ★ Réouverture des bureaux de poste, notamment dans les zones rurales et dans les quartiers populaires
- ★ Plan de construction de logements accessibles, bien isolés et économes en énergie
- ★ Gratuité des transports en commun
- ★ En attendant, prise en charge intégrale du coût des transports par l'employeur (abonnements transports en commun et frais d'essence). La Poste nous fait faire des km en bagnole en regroupant les sites et en multipliant les horaires atypiques. A elle de payer!
- ★ Les réorganisations successives et les suppressions de postes nous font travailler dans des conditions indignes : plan d'embauches massif à La Poste

